

Contre la crise énergétique, une ville anticipe la sobriété



Les nouveaux bus d'Argentan roulent au gaz naturel, produit dans les méthaniseurs installés par la communauté de communes. Édouard Monfrais-Albertini/Hans Lucas pour La Croix



La commune normande d'Argentan doit faire face, comme tant d'autres en France, à la forte hausse du prix de l'énergie, qui grève ses finances publiques.

Entre extinction de l'éclairage public et production d'énergies vertes, cette petite ville bénéficie du développement déjà en cours d'une stratégie de sobriété et d'autonomie énergétiques. L'objectif désormais: aller plus loin.

Argentan (Orne)
De notre envoyé spécial

À Argentan, les habitués du centre aquatique n'ont pas subitement trouvé porte close, comme cela a pu arriver ailleurs. Mais ils devront peut-être se résoudre un jour à nager moins tard le soir, pour cause d'économie de chauffage.

Dans la petite ville de l'Orne, à l'instar du reste du pays, les mois à venir s'annoncent rudes

pour les finances publiques, fragilisées par la hausse du prix de l'énergie. « On n'est pas complètement à la ramasse, on va y arriver, mais on est inquiets », glisse Frédéric Leveillé, maire PS de la commune normande, en parlant du budget à boucler.

Pour la seule piscine, le surplus s'élève à 50 000 €. Également président de l'intercommunalité, qui regroupe plus de 34 000 habitants, dont 14 000 à Argentan, l'élu sait que ses administrés partagent ses inquiétudes. « On est une ville pauvre, poursuit-il. Des gens font des économies parce qu'ils se disent qu'ils auront du mal à passer l'hiver. »

Mais tous vont aussi bénéficier d'un parapluie progressivement déployé depuis une bonne dizaine d'années au-dessus de leur tête, car la collectivité locale n'a pas attendu la guerre en Ukraine pour parler de sobriété énergétique. « On était dans l'anticipation, nous avions une vraie stratégie et on avait plutôt raison », se félicite l'édile.

Argentan s'était volontairement engagée dans cette démarche au nom de la transition écologique. « La sobriété est indispensable si l'on veut atteindre les objectifs climatiques », rappelle Josselin Sourisseau-Pierre, directeur du pôle aménagement et cadre de vie et de la ville et de l'intercommunalité.

Depuis 2017, les couche-tard voient l'éclairage public s'éteindre à 23 h 30 et les lève-

tôt assistent au rallumage des lampadaires à 5 h 30. Un état des lieux du parc immobilier public a aussi été lancé pour en optimiser les usages. Un économiste de flux a par ailleurs été chargé de faire baisser factures d'électricité et de gaz.

Dans le même temps, ce territoire rural a développé son autonomie énergétique. Aujourd'hui, un quart de l'énergie qui y est consommée est produit sur place et renouvelable, grâce à des méthaniseurs, des éoliennes, des panneaux solaires et une chaufferie au bois. De quoi, par exemple, limiter la hausse de la facture de chauffage dans les

Un quart de l'énergie qui est consommée est produit sur place et renouvelable, grâce à des méthaniseurs, des éoliennes, des panneaux solaires et une chaufferie au bois.

logements sociaux. Ou alimenter les bus qui roulent au GNV (gaz naturel pour véhicules).

« On avait un coup d'avance, reprend Frédéric Leveillé. Maintenant, l'objectif est d'aller plus

repères

Des factures énergétiques qui explosent

Piscines, patinoires, gymnases, écoles... Ces équipements n'ont jamais coûté aussi cher aux communes françaises. Un rapport sénatorial paru en juillet faisait état d'un bond « de 50 % des dépenses énergétiques », selon l'Association des petites villes de France (APVF).

La facture énergétique « des trois quarts des intercommunalités a doublé, voire triplé ou quadruplé » considère pour sa part Intercommunalités de France.

Si le poste énergie arrive derrière les dépenses de personnel dans les comptes des collectivités, l'essentiel des coûts concerne le chauffage, dont les piscines sont souvent considérées comme un poste de dépenses important.

loin. » L'équation est complexe. « La situation actuelle va nous pousser à faire de la dentelle en s'adaptant aux besoins, pour que cela reste socialement acceptable », résume Josselin Sourisseau-Pierre.

« Pour que l'on fasse bouger les habitants, il faut aussi avoir une valeur d'exemplarité en tant que collectivité, poursuit le maire. Montrons ce que nous sommes capables de faire et faisons partager notre stratégie au fur et à mesure. L'idée, c'est de prouver aux gens l'intérêt de la chose, avec des arguments basement financiers. Quand on a mis en place l'extinction nocturne, on a économisé 106 000 € dans l'année. C'est du sonnant et réverbérant. La sobriété doit devenir un automatisme, pas une contrainte. »

L'élu local croit aussi à la pertinence d'une « dynamique de territoire » sur ces sujets. « C'est ce que ne comprend pas encore le gouvernement, estime-t-il. Il faut laisser les territoires innover, inventer, créer, produire, avec des leviers financiers pour les inciter. » Plusieurs projets sont déjà dans ses cartons. Depuis son bureau, il parle de récupérer la chaleur émise à perte par une entreprise du secteur, qui stocke des aliments surgelés dans un immense hangar, pour la réintroduire dans le circuit de chauffage public. Les techniciens parlent de « chaleur fatale ». Les baigneurs y verront surtout une manière de garder, à moindre prix, l'eau de la piscine à bonne température.

Pascal Charrier